

Si violence il y a, c'est bien celle de l'État colonial français

Face à une semaine de grève générale qui a débuté le lundi 15 novembre en Guadeloupe, et plusieurs nuits d'émeute et pillage de commerces, le gouvernement français répond par la violence de la répression : couvre-feu dès 18 heures et envoi à la rescousse de 200 policiers et gendarmes supplémentaires, et quelque 50 agents du Raid et du GIGN. Même des médias enclins à relayer la parole officielle et qui focalisent sur « des nuits de violence », soulignent qu'il s'agit bien d'une explosion de colère sociale, contre les inégalités et la pauvreté.

Là-bas, une crise sanitaire permanente...

La mobilisation lancée par un collectif d'organisations syndicales, politiques et associatives, dépasse largement une simple opposition à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire. Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique, accumulent les scandales sanitaires sur l'île, depuis des années. Ainsi, le réseau d'eau se dégrade faute d'entretien, privant de nombreuses familles d'eau potable... mais pas de factures d'eau. Les coupures sont incessantes. Certains jours, les écoles sont fermées parce qu'il n'y a pas d'eau ! Une situation qui ferait scandale dans l'Hexagone. Autre drame : celui du chlordécone, ce pesticide ultra-toxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, sur dérogation spéciale pour les Antilles, et qui empoisonne aujourd'hui le sang de plus de 90 % des Antillais.

... qui s'ajoute à la crise sociale

À cela s'ajoutent un chômage de masse, une vie dans des quartiers populaires particulièrement délabrés et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence ont connu une hausse vertigineuse. C'était déjà la vie chère qui avait mis le feu aux poudres en 2009 et déclenché une grève générale de 44 jours, menée par le LKP (*Liyannaj Kont Pwofitasyon* ou Alliance contre l'exploitation). Un mouvement qui dénonçait aussi la mainmise des békés (les descendants des propriétaires d'esclaves) sur l'économie locale.

Colère des travailleurs et des jeunes

De nombreuses catégories de salariés sont mobilisés : les soignants et les pompiers, mais aussi les enseignants, les pompistes, les territoriaux et les travailleurs de l'hôtellerie-restauration. Sur leurs piquets de grève et barrages installés à de nombreux

endroits, ils ont dû faire face à la répression des forces de l'ordre. Le gouvernement français voudrait les faire passer pour des antivax irresponsables, bloquant la circulation et même l'accès aux soins. Comme partout, bien sûr, les théories complotistes et autres *fake news* circulent dans la population. Mais les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, la déliquescence de l'hôpital public et le manque de moyens généralisé, un désastre sanitaire dont la population des Antilles n'est pas responsable mais victime. En Martinique aussi, les organisations syndicales ont appelé à la grève générale à partir de ce lundi 22 novembre.

Antilles, Kanaky... et nous aussi

Même colère dans d'autres territoires d'outre-mer : en Kanaky (Nouvelle-Calédonie), l'État français maintient pour le 12 décembre, et contre la demande de report de nombreuses organisations kanak, le troisième et dernier référendum sur l'autodétermination, en pleine pandémie de Covid. De quoi s'assurer un vote conforme à ses intérêts. Et là encore, sous la menace d'une répression renforcée : envoi de 2 000 gendarmes, militaires et policiers pour « sécuriser le scrutin »...

Ces régions du monde, comme aussi la Guyane et la Réunion, sont des « territoires français », nous dit-on. Ils sont effectivement exploités pour les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français, et la vie quotidienne y est encore plus dure qu'ici. Par leur mobilisation et leurs revendications, contre la dégradation sociale imposée par des moyens redoublés de violence d'État, les travailleurs des Antilles ou de Kanaky nous sont proches. Le succès de leur lutte est capital. Là-bas comme ici, l'alliance contre l'exploitation est à l'ordre du jour.

Tout augmente, sauf les salaires

Après une première tentative il y a quelques années, la direction de Renault envisage à nouveau de supprimer les augmentations générales de salaires annuelles (AGS). Même si les AGS sont depuis des années réduites au minimum, leur suppression définitive provoquera inévitablement un nouveau décrochage salarial alors que les prix augmentent partout. Autant dire qu'il s'agit d'une baisse générale des salaires alors même que Renault a réalisé 368 millions de profits au premier semestre, et prévoit une marge opérationnelle d'environ 2,8% et un free cash-flow positif en 2021.

Victoire des grévistes de Veolia Poissy

Après 5 jours de grève, les 40 caristes Veolia de PSA Poissy ont fait reculer leur direction qui voulait leur imposer chaque jour 19 minutes de présence supplémentaire gratuites. Les grévistes ont gagné une prime de changement d'horaires de 100 € bruts et le remboursement des retraits sur salaires effectués par Veolia en septembre et octobre. La preuve que les grands groupes ont largement de quoi payer décemment leur salariés... quand ceux-ci se mobilisent !

Ajustement des effectifs avant fermeture définitive

La direction de Renault Flins a annoncé le passage à une équipe et demie, au lieu de deux au montage actuellement, et jusqu'à 3 semaines d'arrêt à partir de 23 décembre. Cela entraînera des pertes de salaires et le renvoi massif des intérimaires. Heureusement que l'avenir, c'est le véhicule électrique ! Subir sans réagir, penser que ça ira mieux ensuite, c'est une illusion car la direction prévoit officiellement la fin de la production de véhicules en 2024 sur ce site. Pour leur avenir, les travailleurs de Renault Flins comme d'ailleurs devront se battre contre leur patron et lui imposer de maintenir les salaires et les emplois.

Quand Sam ne veut pas, ça va pas

Les travailleurs de l'usine Sam de Décazeville ont appris vendredi dernier un nouveau report de la décision du tribunal de commerce sur la reprise ou non de leur site. Comme toutes les fonderies dont Renault est donneur d'ordre, elle est aujourd'hui menacée de fermeture pure et simple au prétexte du tournant vers les véhicules électriques. Seule la mobilisation constante des salariés et de leurs familles depuis des mois a empêché la liquidation du site en dépit des fausses promesses à répétition de Renault et du gouvernement dans le but de mettre fin au mouvement. Renault, qui a été arrosé ces dernières années de milliards de subventions par l'État, a largement les moyens de garantir les emplois et les salaires des 250 travailleurs du site.

Philippe Poutou sur les ondes

Le candidat du NPA, à France Inter le 16 novembre : « Il y a toutes les raisons de se révolter, on voit que le capitalisme et la société actuelle ne sont pas capables de répondre aux besoins des populations, de permettre aux gens de vivre décemment. » Bien dit !

Macron, toujours président des plus riches

Une nouvelle étude, publiée cette fois par l'Institut des politiques publiques, confirme ce que l'on savait déjà : les mesures concernant le pouvoir d'achat prises durant le quinquennat d'Emmanuel Macron ont davantage bénéficié aux plus riches, tandis que le niveau de vie des plus pauvres a, lui, diminué. Les 1 % les plus riches ont ainsi obtenu un gain moyen de 2,8 % sur l'ensemble de leurs revenus après impôts et prestations. Et la progression est encore plus frappante chez les 0,1 % les plus fortunés qui ont, eux, vu leur pouvoir d'achat bondir d'environ 4 %. À l'inverse, les 5 % des ménages les plus pauvres ont perdu 0,5 % de pouvoir d'achat en moyenne. Bref, « en même temps », le président fait les poches aux pauvres et remplit celle des riches. Ça promet en cas de nouveau quinquennat.

Brésil, la déforestation continue de plus belle

Selon les dernières données de l'Institut national de recherche spatiale (INPE) du Brésil, publiées jeudi, la déforestation a encore progressé de 22 % en un an dans le pays, dépassant les 13 000 km², un record inégalé en quinze ans. C'est la troisième année consécutive où la déforestation progresse depuis l'arrivée au pouvoir du président Jair Bolsonaro, très proche du lobby agricole, qui a tout fait pour affaiblir la surveillance de l'écosystème amazonien et encourager les activités extractives dans des zones protégées. Ce qui l'a pas empêché lors de la dernière COP26 d'affirmer qu'il allait renverser la tendance par des actions « plus fermes ». Hâbleur et menteur, comme d'habitude.

Elle monte, elle monte la colère

Les signes d'agonie de l'hôpital public sont quasi quotidiens, comme aux urgences du CHU de Voiron (Isère), qui ont dû fermer pendant deux jours faute de personnel et de lits d'aval. Mais le personnel hospitalier a la colère qui lui monte au nez. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, en a fait les frais lors de sa visite au CHU voisin de Grenoble, où il a exercé. Plus d'une centaine d'hospitaliers ont perturbé son plan de communication pourtant gardé secret, en l'accueillant avec banderoles, slogans et sirènes d'ambulance. Le ministre aurait été obligé de rejoindre le bâtiment par les sous-sols... Bien fait !